

**DELIBÉRATION N°23/2026**

**OBJET : VOTE DES TAUX D'IMPOSITION POUR 2026**

**Le Conseil municipal,**

**Vu** le Code général des collectivités territoriales ;

**Vu** le Code général des impôts, notamment ses dispositions relatives au vote des taux des impôts directs locaux et, en particulier, les articles 1636 B sexies et 1639 A ;

**Vu** la réforme de la fiscalité locale ayant conduit à la suppression de la taxe d'habitation sur les résidences principales et au transfert aux communes de la part départementale de taxe foncière sur les propriétés bâties, assorti d'un mécanisme de coefficient correcteur ;

**Vu** le budget primitif 2026 de la commune du Raincy ;

**Vu** l'état 1259 de notification des taux d'imposition de fiscalité directe locale transmis par la Direction générale des finances publiques pour l'exercice 2026 ;

**Considérant** que le vote des taux de fiscalité directe locale doit faire l'objet d'une délibération spécifique, distincte du vote du budget primitif, y compris lorsque les taux demeurent inchangés ;

**Considérant** que, depuis 2022, la commune connaît une dégradation progressive de sa situation financière, caractérisée notamment par une accumulation d'impayés et de restes à recouvrer, ainsi que par un suivi insuffisant de certaines créances ;

**Considérant** que ces éléments fragilisent durablement les capacités d'action de la collectivité et imposent de corriger rapidement la trajectoire financière afin de garantir la continuité et la qualité des services publics ;

**Considérant** que les travaux préparatoires au budget primitif 2026 font apparaître la nécessité d'un redressement financier destiné à préserver la capacité de la commune à assurer ses missions essentielles, à maintenir la qualité des services publics rendus et à financer les investissements indispensables ;

**Considérant** qu'au vu des besoins identifiés, une hausse d'environ 32% du taux de taxe foncière sur les propriétés bâties aurait pu être envisagée, mais qu'une telle augmentation serait difficilement soutenable pour les ménages dans le contexte actuel de tension sur le pouvoir d'achat ;

**Considérant** que la taxe d'habitation demeure applicable aux seules résidences secondaires, selon un taux voté par la commune ;

**Considérant** qu'il convient, dès lors, de fixer les taux d'imposition pour l'année 2026 à un niveau conciliant l'impératif de redressement des finances communales et la préservation, autant que possible, du pouvoir d'achat des contribuables ;

Le rapporteur, M. Nicolas Cuadrado, présente au Conseil municipal son rapport exposant le contexte financier de la commune, les évolutions réglementaires en matière de fiscalité locale et les scénarios de taux envisagés ;

**Après en avoir délibéré, le Conseil municipal, à la majorité des suffrages exprimés, décide :**

### **Article 1 - Fixation des taux d'imposition 2026**

Pour l'exercice 2026, les taux des impôts directs locaux relevant de la compétence de la commune du Raincy sont fixés comme suit :

- Taxe foncière sur les propriétés bâties (TFPB) : 35,89% ;
- Taxe foncière sur les propriétés non bâties (TFPNB) : 25,96% ;
- Taxe d'habitation sur les résidences secondaires (THRS) : 32,18%.

### **Article 2 - Engagements de la commune**

**La commune s'engage à accompagner cette évolution des taux d'imposition par :**

- un renforcement du suivi des recettes et de la lutte contre les impayés, notamment par l'amélioration des outils de traçabilité et la clarification des procédures ;
- la systématisation des relances et le développement d'un accompagnement adapté des contribuables en difficulté, en lien avec les services fiscaux ;
- un effort renforcé de maîtrise des dépenses de fonctionnement et une priorisation stricte des investissements à engager dans les prochaines années.

### **Article 3 - Notification aux services fiscaux**

La présente délibération sera notifiée à la Direction départementale des finances publiques (service de la fiscalité directe locale) dans le respect des délais prévus à l'article 1639 A du Code général des impôts, au moyen de l'état fiscal 1259 dématérialisé.

### **Article 4 - Exécution**

M. le Maire, ou son représentant, est chargé de l'exécution de la présente délibération, qui sera affichée et inscrite au registre des délibérations conformément aux dispositions en vigueur du Code général des collectivités territoriales

Ampliation de la présente délibération adressée à Monsieur le Préfet de Seine-Saint-Denis et Monsieur le Trésorier principal.

**Fait et délibéré les jours, mois et an susdits,  
Ont signé au registre des délibérations les membres présents.**

Pour extrait conforme,  
Le Raincy, le 27 avril 2026

Le Maire de la ville du Raincy  
**Nicolas Rondepierre**



La secrétaire de séance  
**Amélia Morise-Zambrano**

#### **DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS**

Conformément aux dispositions du Code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Maire de la commune du Raincy dans un délai de deux mois à compter de son affichage, de sa notification et de sa transmission au contrôle de légalité. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de sa réception équivaut à une décision implicite de rejet. Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R. 421-5 du Code de justice administrative, le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de la notification ou de l'affichage de l'acte. Le tribunal administratif peut-être saisi par l'application informatique télérecours citoyens accessible sur le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).